

---

## Les journalistes d'origine française au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

*French journalists in Quebec in the 19th century*

Fernande Roy

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2356>

DOI : 10.4000/eccs.2356

ISSN : 2429-4667

### Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

### Référence électronique

Fernande Roy, « Les journalistes d'origine française au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2356> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2356>

---

AFEC

## Les journalistes d'origine française au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle

Fernande ROY  
Université du Québec à Montréal

Les immigrants français ont été relativement nombreux au XIX<sup>e</sup> siècle à s'insérer comme rédacteurs ou collaborateurs dans la presse canadienne-française. On les retrouve dans la presse d'opinion politique ou religieuse, tels Alfred-Xavier Rambau ou Auguste-Eugène Aubry; d'autres collaborent aux feuilles culturelles et littéraires, comme Henri-Émile Chevalier ou Émile de Fenouillet. Dans la presse d'affaires montréalaise, on ne peut négliger l'apport de Louis Dagron-Richer et de Charles Savary. Enfin, certains s'illustrent dans les grands quotidiens libéraux : par exemple Marc Sauvalle à *La Patrie* et au *Canada*, Jules Helbronner à *La Presse* ou Henri Lefebvre d'Hellencourt au *Soleil* et à *La Presse* font assurément partie des journalistes importants du tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

The paper examines the foray of many French immigrants in the French Canadian press in the second half of the 19th century. Some worked in the political or religious newspapers like Alfred-Xavier Rambau or Auguste-Eugene Aubry, others wrote in cultural or literary magazines, like Henri-Emile Chevalier or Emile de Fenouillet. Other French immigrants were regular contributors to business papers. Many became prominent journalists in quality newspapers in Montréal like *La Presse* or *Le Soleil*. Working for the liberal press Marc Sauvalle, Jules Helbronner or Henri Lefebvre d'Hellencourt became household names at the turn of the 20th century.

En tentant de retracer le parcours personnel et professionnel des immigrants français dans la presse bas-canadienne et québécoise, deux questions émergent : pourquoi viennent-ils ? Quel a été leur impact dans la presse ?

D'entrée de jeu, on peut indiquer que les Français ne quittent pas leur pays avec l'intention de devenir journalistes au Canada. Une seule exception peut-être serait l'imprimeur Fleury Mesplet, au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui avait manifestement pour projet de faire carrière dans le monde de l'imprimé. Installé à Montréal, il fonde en 1778 *La Gazette du commerce et littéraire*, second périodique de la colonie et premier journal rédigé uniquement en langue française, avec l'aide d'un autre Français, l'avocat Valentin Jautard. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Mesplet et Jautard ont participé à la contestation de l'arbitraire politique et social et à la diffusion d'idéaux de liberté et d'égalité (GALARNEAU 1980). Par la suite, quelques Français ont émigré parce qu'ils étaient en butte au pouvoir politique, après la Révolution de 1848, par exemple; mais certains se sont plutôt enfuis à cause de problèmes personnels ou économiques. Toutefois, en général, les sources sont peu bavardes sur les motivations des uns et des autres.

Le journalisme étant un métier encore mal défini à l'époque, il est assez facile d'y entrer. En faire un gagne-pain durable s'avère une tout autre affaire. Certains immigrants s'essayaient au journalisme en attendant de trouver une autre

occupation plus stable, et on perd rapidement leur trace. D'autres y font carrière. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, l'influence de ces journalistes, relativement importante, s'exerce, par ailleurs, dans des directions idéologiques fort diverses, de même que dans divers types de presse. On les retrouve dans la presse d'opinion, politique ou religieuse. Parfois, ils collaborent aux feuilles culturelles et littéraires. Ils contribuent aussi à l'essor de la presse d'affaires montréalaise. D'autres, enfin, s'illustrent dans les grands quotidiens libéraux.

Mieux connaître le rôle des immigrants français dans la presse est aussi un moyen de saisir leur insertion dans la société canadienne-française. Même si la majorité arrive dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il est intéressant de rappeler la présence de leurs prédécesseurs.

### **Le journal d'opinion ou journal politique**

Le premier XIX<sup>e</sup> siècle est marqué par l'émergence de la presse politique et par la création d'un véritable espace public de discussion au Bas-Canada. Mais qui dit espace public, dit enjeu politique. Les journaux sont ainsi créés en opposition les uns aux autres et ne cessent de polémiquer. Les Canadiens français comprennent rapidement le rôle de la presse dans le nouveau système politique et, très tôt après la venue des institutions parlementaires, ils perçoivent celle-ci comme un rouage essentiel de la « démocratie ». Au nom de leurs droits de sujets britanniques, ils revendiquent la liberté de presse. La joute partisane entre le gouverneur et le parti tory, d'un côté, et le parti canadien, puis patriote, de l'autre, se poursuit dans la presse.

Dans ce contexte politique, où se trouvent les journalistes venus de France au cours de cette période ? À droite, je dirais, tout près des sulpiciens, dont les dirigeants à Montréal sont tous des Français d'origine. En voici quelques exemples.

Né en 1810 dans un milieu de tradition légitimiste, Alfred-Xavier Rambau quitte la France dans la jeune vingtaine, pour l'Italie d'abord, et ensuite pour New York, aux États-Unis; enfin, en 1833, il arrive au Bas-Canada où il va s'établir à demeure et fonder une famille (SYLVAIN 1985). Son premier emploi de journaliste est à *L'Écho du pays*, propriété du seigneur Pierre-Dominique Debartzch, alors membre du Parti patriote, mais dans la frange conservatrice. Au bout de quelques mois, Rambau est engagé comme rédacteur en chef de *L'Ami du peuple, de l'ordre et des lois*, une feuille récemment lancée par le chef de la police montréalaise, Pierre-Édouard Leclère, et par John Jones, imprimeur du roi. En réalité, Leclère et Jones ne sont que des prête-noms, les sulpiciens ayant la haute main sur cet hebdomadaire dont le titre révèle déjà les

#### LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

intentions. À l'époque, ces derniers sont en train de négocier à Londres la reconnaissance de leurs droits de propriété au Canada (ils sont seigneurs de l'île de Montréal) et, conséquemment, ils font montre d'un loyalisme appuyé à l'endroit de la Grande-Bretagne. Quoi de mieux alors qu'un périodique francophone prêchant la modération et la vertu en opposition à la presse patriote? Les dirigeants sulpiciens s'avèrent bien aises de confier leur journal à un compatriote comme Rambau, qui le dirigera jusqu'à la fin, en 1840.

Rambau y défend trois thèses : tout d'abord, le peuple n'est pas malheureux; ensuite, l'indépendance du Bas-Canada est une absurdité; et, enfin, l'union éventuelle avec les États-Unis serait un suicide collectif (BEAULIEU & HAMELIN 1973, I : 74). La volte-face de Rambau, qui, malgré son conservatisme, avait fait son entrée journalistique chez les Patriotes, suscite la colère et le mépris. En juillet 1834, *La Minerve* publie cette chanson :

Nous avons pris pour patron  
Saint-Jean le Baptiste.  
Quoi qu'on dise de ce nom  
Nul de nous n'est triste.  
Nous préférons celui-là  
A celui de renégat  
D'intrigant ou d'apostat.  
Qui quitte nos rangs,  
Et se met aux rangs,  
Aux « rangs beaux », aux beaux rangs  
De ceux qu'on méprise [...]  
(Cité par FAUTEUX 1934, 149-150).

La plume habile, mais caustique de Rambau et l'effervescence politique des années 1830 lui auront valu d'être alors mêlé à quelques affaires de duel. Son journal est certainement influent, d'autant plus que la répression de la rébellion décimera la presse patriote. À la fin de la décennie, *L'Ami du peuple...* occupe presque tout l'espace médiatique en français à Montréal.

Durant les années 1840, on perd la trace de ce publiciste qui, semble-t-il, poursuit à ce moment des études de droit. Il est admis au barreau en mars 1848. On sait aussi qu'il devient membre de l'Institut canadien, à partir de 1852, une institution culturelle qu'il estime pourtant trop dominée par les Rouges, le parti qui a succédé aux Patriotes. En 1854, Rambau retourne à la presse politique en fondant *La Patrie*, « journal politique, commercial et d'annonces », un bi-hebdomadaire qui soutient vivement les conservateurs. Dans les débats entourant l'abolition du régime seigneurial, il reste fidèle à ses convictions et

met sa plume au service des seigneurs. C'est son chant du cygne : il meurt en octobre 1856. Peu apprécié des Patriotes et des libéraux, Rambau a néanmoins participé à la presse de l'époque de manière soutenue et cohérente. Son impact sur la société canadienne-française n'est pas négligeable. Le deuxième exemple n'est pas un journaliste aussi sérieux.

Hyacinthe-Poirier Leblanc de Marconnay est un aventurier parti chercher fortune outre-Atlantique, à l'âge de 40 ans. Membre de la franc-maçonnerie, il s'était essayé au théâtre à Paris, avant de venir au Bas-Canada où il fera jouer une comédie en un acte, *Valentine ou la Nina canadienne*, au Théâtre royal de Montréal. En septembre 1834, il est rédacteur à *La Minerve*, le principal journal patriote. Il y fait l'éloge du courage et de la ténacité des Canadiens français et il défend leurs droits de conserver leurs institutions autonomes et d'obtenir une juste part du pouvoir politique. Il semble très convaincu et son appui paraît très net. Mais, bientôt, il se dispute avec son patron, Ludger Duvernay, l'accusant publiquement de lui devoir de l'argent, ce que, bien sûr, Duvernay dément.

Marconnay change alors complètement d'allégeance. En 1836, il publie un pamphlet intitulé *La petite clique dévoilée...* où il s'en prend à certains dirigeants patriotes, tels Louis-Hippolyte LaFontaine, Edmund B. O'Callaghan et Louis Perrault; il les traite d'hypocrites, d'aboyeurs et de démocrates forcenés. Il semble surtout furieux d'avoir été mis de côté par les chefs du Parti (GALARNEAU 1977). Au temps fort de la rébellion, il se tourne vers les adversaires des Patriotes et devient rédacteur au *Populaire*, une feuille fondée en avril 1837 et qui durera jusqu'en novembre 1838. Le publiciste français se dresse contre le chef des Patriotes, Louis-Joseph Papineau, en prenant parti, se justifie-t-il, pour la masse des habitants qui se laissent égarer par les agitateurs. Après l'échec des rébellions, Papineau, en exil à Paris, fait paraître en 1839 une *Histoire de l'insurrection au Canada*, un plaidoyer pro domo, bien sûr. Marconnay s'empresse de publier une réfutation de cet écrit (même si celle-ci est parfois attribuée à Sabrevois de Bleury). Il cherche manifestement à se rapprocher du pouvoir. En août 1839, Rambau l'engage au journal des sulpiciens, *L'Ami du peuple, de l'ordre et des lois* et, en 1840, Marconnay devient rédacteur de *L'Aurore des Canadas*. La même année, il retourne en France. De là, le 23 octobre 1841, il offre ses services au gouverneur Bagot : il a été, écrit-il, « dans les confidences de tous les partis et il retournerait volontiers au Canada si on lui offrait un poste convenable » (GALARNEAU 1977). Il ne reviendra pas... Il meurt à Paris en février 1868.

Il est difficile de savoir si Marconnay a joui d'une véritable influence dans la joute politique des années 1830 au Bas-Canada. Cependant, ce qu'on

#### LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

peut affirmer sans crainte, c'est que cet arriviste, transfuge de surcroît, était cordialement détesté. Je n'ai trouvé aucun écrit pour lui reconnaître la moindre qualité.

Un autre Français connaîtra son moment de gloire dans la presse catholique : il s'agit d'Auguste-Eugène Aubry. Né en 1819 dans une famille de militaires ruinée, Aubry étudie le droit et entame une première carrière d'avocat. En février 1855, il rencontre l'abbé Thomas-Étienne Hamel, du séminaire de Québec, qui est alors en quête d'un troisième professeur de droit pour la jeune Université Laval. L'abbé Louis-Jacques Casault, recteur de l'université, recherche un « bon légiste » et un « bon chrétien » (SYLVAIN 1970, 195). Bien qu'il jouisse de l'appui de plusieurs prêtres, Aubry n'a pas de doctorat en droit, condition *sine qua non*. Qu'à cela ne tienne, il se met au travail et soutient sa thèse à Paris à la fin de 1856. « Je le crois un homme capable, mais de talents ordinaires [...] », écrit Hamel, qui le recommande tout de même à Casault (SYLVAIN 1970, 199). Aubry s'embarque immédiatement pour Québec afin d'assurer son cours de droit romain à partir de janvier 1857. Sa femme et ses cinq enfants le rejoignent au printemps.

L'historien Philippe Sylvain a bien montré que c'était en espérant s'enrichir rapidement qu'Aubry avait traversé l'Atlantique. Cet immigrant fort endetté sera vite désillusionné. Il s'en plaint à Hamel : « [...] toutes mes espérances n'étaient qu'un rêve »; « [...] tout me faisait croire que je pourrais, en peu de temps, me créer à Québec une bonne et brillante clientèle », ajoute-t-il (SYLVAIN 1970, 201). Mais il ne peut faire partie du barreau, qui exige plusieurs années de cléricature auprès d'un avocat canadien. Pour augmenter ses revenus, Aubry donne un cours public d'histoire universelle. Apprécié par plusieurs de ses collègues, il provoque le sarcasme chez d'autres : « Ce cher homme se croit la science infuse et serait prêt à se charger de tous les cours si on voulait les lui donner en payant bien », écrit l'abbé Elzéar Taschereau à l'abbé Hamel (SYLVAIN 1970, 207).

Dans ce contexte, Aubry est enchanté de se voir offrir le poste de rédacteur en chef du *Courrier du Canada*, au départ de Joseph-Charles Taché en octobre 1859. Il s'était certainement montré « bon chrétien » pour qu'on lui confie la direction de ce journal ultramontain, organe officieux de l'archevêché de Québec. Aubry restera quatre ans à la tête de ce trihebdomadaire. Il y défendra avec ferveur l'existence des États pontificaux contre l'unification italienne, affrontant de pied ferme la presse libérale qui, bien sûr, pense tout autrement. Sur un autre plan, il souhaite resserrer les liens entre la France et le Canada et, notamment, que les Français émigrent davantage. Lorsque, alléguant des raisons de santé, il quitte ses fonctions de journaliste, pour ne conserver que

FERNANDE ROY

son poste de professeur, la conservatrice *Minerve* lui rend cet hommage d'avoir constamment et vaillamment soutenu « le catholicisme et la nationalité » (SYLVAIN 1970, 13).

Aubry continue d'enseigner à l'Université Laval jusqu'en juin 1865. Toujours déçu du niveau de ses revenus, il rentre en France. Mais cette raison affichée en cacherait peut-être une autre, selon l'historien Philippe Sylvain, qui souligne que le nouveau recteur Taschereau n'appréciait guère les sympathies gaumistes d'Aubry. C'est ainsi qu'on désignait les intransigeants qui voulaient éliminer la présence d'auteurs classiques gréco-latins païens dans l'enseignement; cette querelle faisait alors rage à l'université, divisant même les rangs des catholiques sur la place publique, dans *Le Courrier du Canada* notamment.

La carrière journalistique d'Aubry rappelle un peu celle de Rambau : les deux se sont retrouvés dans une presse catholique et conservatrice et au milieu de polémiques acerbes. Dans ce groupe, on peut aussi ajouter Adrien de Bonpart qui, entre 1874 et 1876, rédige le *Nouveau monde*, alors organe officieux de l'évêque Bourget de Montréal. Ce Français né en 1820 d'une famille royaliste avait d'abord émigré aux États-Unis en 1858. En tant que journaliste, il défend vigoureusement l'ultramontanisme de Bourget qui le remercie en lui offrant un poste de littérature et d'histoire à l'École normale Jacques-Cartier dès 1875, poste que de Bonpart occupera jusqu'à son décès en 1892 (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1999, 133 et 135).

Enfin, quelques prêtres d'origine française ont participé à la presse catholique. Ainsi, le sulpicien Adam-Charles-Gustave Desmazures écrivait dans *L'Écho du cabinet de lecture paroissial*, lancé en 1858, tandis que le jésuite Édouard Hamon collaborait à *La Vérité* et à *L'Étendard*, deux publications ultramontaines fondées respectivement par Jules-Paul Tardivel en 1881 et François-Xavier Trudel en 1883 (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1999, 137-138). Cependant, d'une manière générale, l'Église préférait laisser le journalisme à des laïcs fervents et fiables, comme Tardivel et Trudel, justement.

### La presse culturelle

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la presse d'opinion est à son apogée, mais, sauf les quelques exceptions mentionnées<sup>1</sup>, ce n'est pas dans ce créneau qu'on

---

<sup>1</sup> On pourrait également mentionner quelques noms d'origine française rencontrés dans la presse d'opinion politique, comme Paul de Cazes, beau-frère d'Honoré Mercier, qui écrit dans *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* et dans *L'opinion publique*, notamment, ou Léon Lorrain qui collabore au *Franco-Canadien* de Félix-Gabriel Marchand. Mais ces deux « journalistes » gagnaient surtout leur

#### LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

rencontre des immigrants français. Ces derniers sont plus nombreux dans la presse spécialisée, culturelle ou d'affaires. Ils viennent de tous les horizons idéologiques.

En voici un premier exemple, très conservateur : Hypolite-Joseph Mille, né en 1807, et dont la chute de Louis-Philippe et la révolution de 1848 auraient causé la ruine (CYR 1985). En 1851, il séjourne à Cologne, puis à Bonn, d'où il envoie une série d'articles sur l'art et sur des questions religieuses au journal ultramontain *L'Univers* de Louis Veuillot. En 1854, il émigre au Bas-Canada et, sous le pseudonyme d'Émile de Fenouillet, il devient rapidement rédacteur au *Journal de Québec*, propriété de Joseph-Édouard Cauchon, un ministre conservateur, et organe des « bien-pensants », disait-on à l'époque (BEAULIEU & HAMELIN 1973, I : 123). Il y reste un peu plus d'un an et sa contribution porte surtout sur l'art, la littérature et la religion. Parallèlement, il collabore au *Journal de l'instruction publique*, fondé par le surintendant de l'Éducation, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau. L'amitié de Chauveau lui vaudra aussi d'être nommé professeur de grammaire et de littérature françaises à l'École normale de Québec à partir de mai 1857. C'était également un ami du poète Octave Crémazie, à qui il prodiguait des conseils et qui a composé un poème en son honneur (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1996, 125).

Fenouillet, le critique d'art, devait vraiment plaire au clergé catholique de l'époque. Ses critiques sont édifiantes. Par exemple, dans un article paru dans le *Journal de l'instruction publique* en 1857, il s'insurge contre les peintres qui représentent sur le visage du Christ « l'idéal de la laideur ». Selon lui, même sur la croix, le Christ doit refléter « le type éternel du beau », véritable objectif de l'art (VALLÉE 2010, 69). Fenouillet meurt en 1859 et les notices nécrologiques rendent hommage à cet « homme instruit, honorable et bon » (CYR 1985).

Henri-Émile Chevalier a quitté la France pour des raisons opposées à celles de Fenouillet. Après quelque temps dans l'armée, il avait tâté du journalisme et c'est la venue de Napoléon III qui chasse ce jeune journaliste républicain de 21 ans. Il arrive à New York en 1852 où il collabore durant quelques mois au *Courrier des États-Unis*. Quand celui-ci opte pour le bonapartisme, Chevalier préfère venir à Montréal. Dès 1853, G.-H. Cherrier lui confie la direction de la revue qu'il a fondée, *La Ruche littéraire*, un mensuel en principe consacré aux œuvres canadiennes, mais qui, très vite, fait une bonne place à la littérature française et aux traductions d'ouvrages étrangers.

---

vie comme avocats liés à la politique provinciale et municipale. Moins connu, Gaston-P. Labat, arrivé au Canada vers 1880, aurait travaillé notamment à *L'Événement* et au *Monde illustré* (LEMIRE & SAINT-PIERRE 1999, 135 et 138).



Quelques mois plus tard, le titre de la publication est modifié pour *La Ruche littéraire et politique* et Chevalier se met carrément du côté du Parti rouge. Il devient membre de l'Institut canadien de Montréal et même bibliothécaire de l'Institut. Il y assumera un cours de 18 leçons sur l'histoire et la littérature françaises (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1996, 154). En juin 1859, il est rédacteur en chef du *Pays*, l'organe des Rouges à Montréal. Il ne cachait pas ses opinions : « Ce que je suis ? Un républicain socialiste. Ce que je veux ? Des réformes socialistes. Ce à quoi j'aspire ? À l'abolition des nationalités. » (LA TERREUR 1972) C'était sans doute trop pour les Rouges qui, malgré leur nom, ne sont pas des socialistes, mais des libéraux, parfois anticléricaux et la plupart du temps nationalistes. L'entente n'aurait pas duré<sup>2</sup>. Chevalier va pourtant échapper au conflit entre les Rouges et l'évêque Bourget de Montréal (qui condamnera *Le Pays* et l'Institut canadien). En effet, alors qu'il venait à peine de prendre la direction du journal des Rouges, Napoléon III accorde l'amnistie aux exilés politiques (en août 1859) et Chevalier rentre en France en mars 1860.

C'est à peu près à ce moment qu'arrive à Montréal Auguste Achintre. Né à Besançon en 1834, Achintre essaie d'abord l'armée, puis il étudie la littérature à Paris. Il suit aussi des cours de déclamation « pour perdre son accent du Midi », écrit-il. Sa vie est ensuite rocambolesque. Parti en vacances aux Antilles, il y séjournera plutôt durant cinq ans (DÉSILETS 1982). Il fonde des journaux en Haïti et y publie quelques livres; la littérature frôlant souvent la politique, Achintre est emprisonné, puis condamné à mort. Toutefois, en 1859, la République étant restaurée, il est gracié et nommé ambassadeur d'Haïti auprès des États-Unis. Nouvelle péripétie: il fait naufrage et lorsqu'il arrive enfin à New York, la République haïtienne a déjà été renversée et Achintre a forcément perdu son poste. Il s'engage alors dans une troupe de théâtre française en tournée en Amérique et c'est ainsi qu'il aboutit à Montréal où il opte pour le journalisme.

Il collabore à *La Minerve* et à *L'Événement*, à *La Presse* et au *Pays*, des journaux relativement modérés dans les années 1860. En 1875, il devient rédacteur en chef de *L'Opinion publique*, une publication illustrée qu'il voulait « artistique et littéraire ». Cependant, son style un peu terne ne convient pas

---

<sup>2</sup> À cette époque, on rencontre un autre immigrant français dans la presse rouge : il s'agit de Pierre-Joseph Guitté, à la fois imprimeur et éditeur de journaux. On le connaît peu. On sait qu'il est imprimeur de *L'Écho des campagnes* de Berthierville. En 1853, avec Alexandre Grandpré, il fonde *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, un hebdomadaire dont il devient l'année suivante l'unique propriétaire jusqu'en septembre 1860. Après avoir vendu cet hebdomadaire, il en fonde un autre, un an plus tard, *Le Journal de Saint-Hyacinthe* qu'il conserve jusqu'en 1863. En 1866, on le retrouve copropriétaire du *Défricheur* avec Wilfrid Laurier. Avec la fermeture de ce dernier journal en mars 1867, on perd la trace de Guitté (BERNARD 1977).

## LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

longtemps au propriétaire George-Édouard Desbarats et Achintre perd son emploi. Il rentre en France en 1876. Ça ne va pas là non plus et il revient à Montréal où il mourra en 1886. Au Québec, Achintre est davantage connu comme auteur plutôt que journaliste. On lui doit un essai intéressant intitulé *Manuel électoral : portraits et dossiers parlementaires du premier parlement de Québec*, une étude sur l'île Sainte-Hélène et le libretto de deux opéras, notamment.

Avec des trajectoires aussi variées, il est difficile de discerner, au-delà de l'apport individuel, un impact collectif des Français dans les médias culturels. Il en va tout autrement dans la presse dédiée aux affaires.

### La presse d'affaires

Plusieurs immigrants d'origine française ont, en effet, exercé une réelle influence sur la presse d'affaires à Montréal, du moins à ses débuts. À quelques exceptions près, cette presse spécialisée commence avec *Le Moniteur du commerce* en 1881. Louis Dagron-Richer a débuté dans l'administration et la diplomatie françaises, avant de se fixer à New York où il s'occupe d'entreprises commerciales. En 1872, vers l'âge de 50 ans, il s'établit au Canada avec sa famille. Occasionnellement, il publie des articles d'économie politique dans divers journaux et il enseigne aussi quelque temps la géologie à l'École polytechnique du Plateau. De 1881 à 1886, il a imprimé sa marque en tant que rédacteur au *Moniteur du commerce*. Pourtant, il ne s'entend pas toujours très bien avec ses patrons qui, à deux reprises, décident de se passer de ses services. Clément-Arthur Dansereau, alors propriétaire et rédacteur en chef du *Moniteur*, le met à la porte en septembre 1884; cependant, le nouveau propriétaire, F.-D. Shallow, le réembauche deux mois plus tard, pour le renvoyer en juillet 1886. À chaque occasion, Dagron-Richer déclare avoir démissionné pour ne pas se soumettre à la censure des propriétaires. Shallow réplique durement et publiquement : il a remercié son rédacteur parce que ses articles étaient bâclés, en retard ou simplement traduits d'autres publications. La qualité du journal baisse, en effet, dans la deuxième moitié de l'année 1886. C'est tout de même une triste fin pour ce journaliste sérieux et compétent qui meurt en juillet 1887, âgé de 65 ans (ROY 1988, 92-93).

Pendant une année ou deux, Dagron-Richer est assisté par Jules Helbronner, arrivé au Canada en 1874, à l'âge de 30 ans. En mauvais termes avec le nouveau patron du *Moniteur*, Shallow, il est remercié de ses services en 1884; il prétendra également avoir démissionné. Là encore, la querelle est publique et les deux hommes en conserveront une tenace rancune mutuelle. Par dépit, Helbronner fonde avec un autre Français, J.-B. Monier, un nouveau

journal d'affaires, *Le Prix courant*, qui se pose en rival du *Moniteur*. Cependant, il en laisse rapidement l'entière propriété à Monier, qui dirigera cet hebdomadaire pendant plusieurs années. Je reviendrai dans la prochaine section sur le parcours ultérieur de ces deux journalistes.

Succédant à Dagron-Richer au *Moniteur du commerce* entre 1886 et 1888, Charles Savary a dû, littéralement, s'enfuir de France. Né en 1845, Savary est docteur en droit à 21 ans. Il fréquente les cercles libéraux parisiens et entreprend une carrière politique (1871-1881) comme député au Parlement français et sous-secrétaire au ministère de la Justice. Carrière oscillante ou opportuniste puisqu'on constate que Savary, à travers une succession de ministères, se retrouve toujours du côté du parti au pouvoir. Il fonde quelques journaux éphémères, *Le Globe*, *L'Écho universel*, avant de se lancer, en 1877, dans le monde de la banque et de l'industrie. Ses diverses entreprises financières, pour le moins aventureuses, se termineront par la faillite de la principale banque établie en 1881 par Savary, la Banque de Lyon et de la Loire, ce qui déclenchera l'année suivante le krach de l'Union générale. Le banquier et ses collègues sont poursuivis pour pratiques frauduleuses et, en 1884, Savary est condamné à cinq ans de prison. Pour esquiver ce verdict, il s'enfuit au Canada où on le retrouve journaliste au *Canadien* de Québec, sous le nom de Charles Quénault. Son passé est rapidement découvert et il en portera lourdement le poids puisque ce n'est que deux ans après sa mort que la Cour de cassation française annulera, en 1891, le jugement rendu contre lui. Sa carrière canadienne n'est pas vraiment facile. À la suite d'un article de Savary publié à l'automne de 1887, *Le Moniteur du commerce* est poursuivi par la Banque d'Hochelaga et la Banque Jacques-Cartier pour libelle diffamatoire (le procès sera ultimement gagné par les banques en 1895). C'est peut-être ce qui explique le départ de Savary pour Ottawa en janvier 1888, où on le retrouve fonctionnaire au bureau fédéral de la statistique. Il meurt en septembre de l'année suivante (ROY 1988, 94-95). Malchanceux, malhabile, voire malhonnête, ce journaliste a suscité diverses réactions négatives. Il avait pourtant des admirateurs, au moins celui qui signe du pseudo « Canadien », cet éloge dithyrambique, dans *Le Réveil* du 26 octobre 1895 : « [...] Savary, une étoile, le plus fort génie qui ait touché terre au Canada [...]. Savary, dans son séjour de six ans parmi nous, a plus fait pour la jeune génération que deux siècles de Sulpiciens et de Jésuites. »

Comme il arrive souvent dans les lieux d'immigration, les immigrants se regroupent et s'entraident vraisemblablement. C'était le cas, on l'a vu, dans la presse catholique. De la même manière, et ça ne peut être dû au hasard, au moins trois autres Français ont participé à la presse d'affaires à Montréal : Paul Dumas, Paul Dupuis et Michel Vidal. Dumas collabore au *Moniteur* en 1884, mais c'est tout ce que je connais de lui. Paul Dupuis, dont le véritable nom est

## LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

marquis de la Sallèles, est arrivé au Canada vers 1880. Son parcours étonne. En 1882, il fonde *La Semaine religieuse de Montréal*, qu'il revendra l'année suivante et qui deviendra l'organe de l'archevêché de Montréal. En 1890, il est associé à la fondation de *Canada-Revue*, un hebdomadaire radical où il rédige des articles fort critiques sur le rôle du clergé canadien-français dans l'éducation, sujet qu'il traite semblablement dans *Le Moniteur du commerce*. Il meurt en janvier 1892. Michel Vidal, enfin, collabore lui aussi à *Canada-Revue*, avant qu'elle soit condamnée par l'évêque de Montréal, de même qu'au journal libéral *La Patrie* et, finalement, au *Moniteur du commerce* en 1894 et 1895.

Au total, au cours des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, les Français ont fourni à la presse d'affaires montréalaise une contribution précieuse et de haute qualité. Ces immigrants apportaient des connaissances et des expériences variées. Sur le plan idéologique, c'étaient en général des libéraux modérés, partisans de la libre entreprise, de la propriété privée. Convaincus de l'importance de l'éducation pour l'épanouissement individuel et social, ils se joignent aux hommes d'affaires canadiens-français pour réclamer des améliorations dans ce domaine. Ils s'avèrent aussi des partenaires dans la mise sur pied d'associations d'affaires. Enfin, ils partagent une même croyance dans le développement économique qu'ils assimilent au progrès.

### La presse d'information

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la presse subit une profonde transformation : sans disparaître complètement, la presse d'opinion cède de plus en plus le pas aux grands quotidiens et aux hebdomadaires d'information. Les immigrants d'origine française participent à cette presse à grand tirage, et plusieurs s'avèrent des journalistes de premier ordre.

Tout d'abord, Paul-Marc Sauvalle. Si Achintre était perçu comme un journaliste trop modéré, presque terne, ce n'est certes pas le cas de Sauvalle. Né en 1857, ce dernier a d'abord fréquenté l'École militaire de Saint-Cyr, où il obtient le grade de lieutenant en 1878. Deux ans plus tard, il quitte abruptement l'armée pour venir en Amérique, en Louisiane, puis à Cuba et au Mexique, avant d'arriver au Québec à l'âge de 27 ans. Entre 1885 et 1906, il occupe successivement les fonctions de rédacteur en chef à *La Patrie* d'Honoré Beaugrand, puis de rédacteur à *La Presse* et au journal *Le Canada*, trois quotidiens reliés au Parti libéral. En récompense de son travail de publiciste politique, Sauvalle obtient un poste de traducteur au ministère des Mines à Ottawa, où il réside jusqu'à son décès en 1920.

Journaliste provocateur, il adore polémiquer avec ses confrères de la presse catholique intransigeante. Il se trouve ainsi mêlé à divers procès. Il est assez piquant de voir cet anticlérical notoire poursuivre en diffamation le journaliste ultramontain Jules-Paul Tardivel qui, en 1892, l'avait « accusé » d'être méthodiste. Il gagne sa cause, le juge soutenant qu'il pouvait être préjudiciable pour un catholique de passer pour un protestant dans le Québec de l'époque (PERREAULT 1986,169-170). Ébranlé, Tardivel se vengera dans son roman *Pour la patrie*, en caricaturant son adversaire sous les traits de Montarval (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1999,135).

Sauvalle collabore aussi à quelques journaux éphémères, tels *La Bataille* et *La Libre parole illustrée*. Alors qu'il en assume la rédaction (juillet 1892-septembre 1893), *Canada-Revue* est condamnée et mise à l'Index par l'évêque Fabre de Montréal<sup>3</sup>. Le propriétaire, Aristide Filiatrault, intente alors un procès en dommages contre l'évêque. Cependant, il a mal présenté sa cause et ce procès retentissant sera finalement perdu par les journalistes, le juge estimant cette fois, au nom de la liberté religieuse, que l'évêque avait bien le droit de prêcher ce qu'il voulait à ses ouailles et qu'il pouvait interdire à ses fidèles certaines lectures, même si les conséquences pouvaient être dommageables à un éditeur... (ROY 2000, 348-349).

Entretemps, Sauvalle, sous le pseudonyme de « Duroc », poursuit son combat pour la liberté d'expression. Il réclame notamment l'élimination du clergé de la politique, la suppression des exemptions de taxes dont jouissent les communautés religieuses et, enfin, l'éducation laïque et obligatoire. Si plusieurs libéraux sont d'accord avec lui, Sauvalle sème tout de même la consternation par la manière dont il attaque le clergé, la « clique noire », comme il l'appelle. Par exemple, il s'étend longuement sur une ou deux histoires scabreuses impliquant un curé et sa gouvernante... Ce goût de Sauvalle pour le sensationnalisme limite son influence et ses amis du Parti libéral lui ont probablement recommandé de mettre la pédale douce. Toutefois, je n'en ai aucune preuve sinon le ton nettement plus modéré de ses articles dans *Le Canada* à partir de 1903.

Défendre la liberté d'expression dans le Québec de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était déjà un apport intéressant, mais des travaux récents ont révélé un autre aspect de la riche contribution de ce « cosmopolite canadien-français », tel qu'il se désignait lui-même (LÜSEBRINK 2004). Sauvalle, en effet, ne s'est pas contenté de polémiquer avec le clergé ou avec les conservateurs. Il a aussi

---

<sup>3</sup> Une dizaine d'années plus tard, Édouard Charlier, un jeune « libre-penseur » français aura aussi maille à partir avec le successeur de Fabre à l'évêché de Montréal. Bruchési condamne, en effet, la petite feuille radicale *Les Débats* que dirige Charlier entre janvier et octobre 1903 (BEAULIEU & HAMELIN 1979, IV, 100-101).

partagé avec ses lecteurs son expérience panaméricaine. En 1891, il publie à Montréal le récit de ses aventures dans un ouvrage intitulé *Louisiane – Mexique – Canada*. L'auteur paraît fasciné par la transculturalité, tout en observant l'hégémonie étatsunienne sur l'Amérique centrale (à vrai dire, sur les Amériques). Les descriptions de Sauvalle s'accompagnent toujours d'une réflexion politique. Voici un extrait de son livre à propos de Cuba :

Le temps est beau à La Havane, trop beau peut-être, car il ne peut durer. Depuis un demi-siècle, le sol de l'île gronde sous les colères accumulées et trop longtemps maintenues. L'implacable Espagne a poussé à bout la patience des Cubains, qui lèvent chaque jour l'étendard de la révolte. Abattue chaque fois, elle se relève chaque jour triomphante, et malheureusement aujourd'hui, à l'aide des Américains. Là, comme au Mexique, on se sent encore en face des progrès menaçants des États-Unis dont les races latines ne peuvent que redouter et combattre l'accaparement (p. 241, cité par LÜSEBRINK 2004, 88).

Tout au long de sa carrière journalistique, Sauvalle continuera d'écrire sur l'Amérique latine. C'est ainsi que les Canadiens français pourront avoir de la guerre hispano-américaine de 1898 un point de vue plus nuancé sur les États-Unis, que le reste de la presse décrivait unanimement comme progressistes et libérateurs. Au Québec, Sauvalle a nettement joué un rôle de précurseur d'une perception interculturelle de l'américanité. Pour reprendre l'expression de Lüsebrink, il fut un traducteur linguistique, mais aussi culturel.

D'autres Français ont aussi enrichi la presse d'information, comme Jules Helbronner et J.-B. Monier. On a vu plus haut que ces deux journalistes avaient fondé le deuxième journal d'affaires montréalais en 1887. On ne sait pas à quel moment Monier quitta la rédaction du *Prix courant*, mais il y est encore en 1892, alors qu'il assume en même temps la fonction de secrétaire à l'Association immobilière de Montréal. De 1900 à 1904, il est aussi secrétaire de la Chambre de commerce française de Montréal. Il a alors abandonné le journalisme d'affaires pour la presse quotidienne d'information : il est, en effet, à l'emploi de *La Presse*, puis, de 1905 à 1909, on le retrouve au journal *Le Canada* (ROY 1988, 98).

Pour sa part, son ex-associé Helbronner a également diverses occupations. Entre 1884 et 1894, il tient une chronique ouvrière au journal *La Presse*, sous le pseudonyme évocateur de « Jean-Baptiste Gagnepetit ». À travers près de 350 articles, il dénonce les injustices subies par la classe ouvrière. Il fait campagne sur des thèmes précis, comme une réforme du système de perception de la taxe d'eau qui pèse trop lourdement sur les quartiers

ouvriers; il réclame la diminution des heures d'ouverture des commerces ou encore des meilleurs salaires pour les travailleurs d'usine. En même temps, il exhorte à l'épargne et à la prévoyance. D'une manière générale, il cherche « diverses solutions qui favoriseraient la promotion matérielle, intellectuelle et morale des ouvriers » (HARVEY 1978, 54). Il milite au sein d'organisations syndicales, tels les Chevaliers du travail. De 1887 à 1889, il fait partie de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail. Il signe un rapport minoritaire, qualifié de « capitaliste ». Helbronner s'avère un libéral modéré, sensible aux besoins de la classe ouvrière, mais partisan de l'harmonie et non de l'affrontement entre le capital et le travail. Il pouvait ainsi tout à la fois tenir une chronique ouvrière et être membre actif de la Chambre de commerce de Montréal. En 1889, il est délégué du gouvernement canadien à l'Exposition universelle de Paris où il étudie « la condition ouvrière dans les différents pays représentés à la section d'économie sociale » (DE BONVILLE 2005).

Sans s'éloigner de la cause ouvrière, Helbronner reste près de la communauté d'affaires d'origine française. En 1904, il est président de la Chambre de commerce française de Montréal et agent officiel du gouvernement français pour le commerce. En même temps, il préside un organisme de bienfaisance, l'Union nationale française, de 1901 à 1909. Il est honoré du titre de chevalier de la Légion d'honneur en 1906.

Entre 1892 et 1908, il occupe le poste de rédacteur en chef de *La Presse*, alors le plus important quotidien du Québec. Cela ne va pas sans interruption, à la suite de quelques disputes avec ses patrons, en 1904, puis en 1908. À cette époque, Helbronner, qui avait toujours manifesté un vif intérêt pour les questions municipales, réclame avec insistance la mise sur pied d'une commission d'enquête sur l'administration de la ville de Montréal, malgré l'opinion contraire de la direction du journal (DE BONVILLE 2005). Il doit le quitter et, l'année suivante, on le retrouve chargé des affaires municipales pour un autre quotidien important, *La Patrie*. En 1916, il laisse Montréal pour Ottawa où il travaille comme fonctionnaire, puis rédacteur en chef de *La Gazette du Canada* jusqu'à sa mort en 1921.

Helbronner était d'origine juive et il eut quelques fois à se défendre contre les préjugés de certains ultramontains attardés. Mais, il intenta de nombreux procès en diffamation « à des journalistes de tous les horizons du spectre politique » (DE BONVILLE 2005). Malgré ce tempérament peut-être chicanier, Helbronner a été un journaliste apprécié et reconnu dans sa société d'adoption.

## LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Moins connus s'avèrent Louis-Joseph François et son épouse, Juliette François, qui animent l'hebdomadaire *Les Nouvelles*, fondé à Montréal par Urbain Lafontaine en septembre 1895. Ce journal du dimanche veut procurer des « lectures intéressantes et instructives », peut-on lire dans le premier numéro. Axé sur l'information, ce périodique porte bien son nom et il mériterait sans doute une étude. En cette période de transformation de la presse, il se démarque, en effet, des hebdomadaires d'opinion du XIX<sup>e</sup> siècle. Les nouvelles sportives sont toujours placées en une, avec des nouvelles municipales ou judiciaires. On y publie aussi le calendrier des réunions des sociétés ouvrières, ainsi que, de manière irrégulière, une « Chronique de la mode », signée « Juliette ». Le journal s'intéresse à la littérature, au théâtre ainsi qu'aux sciences; on y trouve, souvent en feuilleton, des textes d'Alphonse Daudet, de Gustave Comte et de François Coppée, mais aussi de Canadiens français, tels Benjamin Sulte et Hector Garneau (BEAULIEU & HAMELIN 1977, III, 348). Il cesse de paraître le 6 février 1898, sans avertissement. J'ignore ce qu'est devenu le couple François, même si l'on sait qu'ils habitent Montréal en 1901 et que le mari est toujours journaliste<sup>4</sup>.

Les médias d'information font aussi place à des collaborateurs qui animent des chroniques particulières. C'est le cas de Léon Ledieu et d'Henri Roullaud. Né en 1845, Ledieu est venu à Montréal en 1872 comme touriste. Mais il décide de rester. Il étudie le droit à l'université McGill et passe le barreau en 1879. L'exercice de cette profession ne devait pas être très rentable puisqu'il accepte un poste de traducteur à l'Assemblée législative en 1888, tout en assumant, durant une quinzaine d'années, une chronique hebdomadaire dans *Le Monde illustré*. Intitulée « Entre nous », cette chronique mondaine a paru de 1884 à 1888. Ledieu meurt à Québec en 1907 (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1999, 135 et 273-274).

Pour sa part, Henri Roullaud, né en 1856, s'installe à Montréal en 1890 où il exerce plusieurs métiers liés à l'écriture, dont la rédaction de discours. Mais il est plus connu comme critique de théâtre à *Canada-Revue*. Jusqu'à sa mort en 1910, il aurait collaboré aussi à *La Presse*, à *L'Avenir du Nord* et au *Pays*, entre autres périodiques (LEMIRE & SAINT-JACQUES 1999, 139 et 452-453).

---

<sup>4</sup> Outre Jules Helbronner et Louis-Joseph François, trois autres immigrants d'origine française se désignent comme journalistes à Montréal, selon le recensement de 1901 : Firmin Fuset, Gaston Legrand et Louis Famelart. Comme Louis-Joseph François, ils ont immigré dans les années 1880, alors âgés entre 25 et 27 ans. On ne connaît cependant rien de leur carrière dans le journalisme (FILOT 1995, ch.4).



FERNANDE ROY

Le dernier journaliste de cette recherche s'appelle Henri Lefebvre d'Hellencourt. Comme Sauvalle, c'est un ex-saint-cyrien, sous-lieutenant, puis lieutenant dans l'armée française de 1883 à 1890. Survient un grand amour : d'Hellencourt rencontre Louise Bellard et veut l'épouser. Or cette femme est divorcée, ce qui déplaît à l'armée et, surtout peut-être, à la mère de d'Hellencourt, une catholique janséniste qui manifeste son désaccord en déshéritant son fils. Celui-ci démissionne alors de l'armée et le couple s'enfuit ou s'exile à Montréal où, en août 1891, les tourtereaux se marient clandestinement devant un pasteur protestant.

Quelques mois plus tard, ils se trouvent au Manitoba dans un patelin où ne passe même pas le chemin de fer. D'Hellencourt essaie de se transformer en *gentleman farmer*, mais sans succès. Sa mère a fait en sorte que le curé du coin apprenne son mariage non orthodoxe, ce qui leur vaut d'être quasi ostracisés socialement (PÉNISSON 1986).

À la fin de 1897, d'Hellencourt et sa femme se lassent et ils quittent leur ferme pour Winnipeg (qui n'est pas alors une très grande ville, mais une ville tout de même). D'Hellencourt semble particulièrement intéressé par la vie politique et il se voit bientôt confier la rédaction de *L'Écho du Manitoba*, un organe libéral dont il deviendra le propriétaire en 1901. Sans entrer dans les détails, rappelons que Wilfrid Laurier, alors premier ministre libéral du Canada, a maille à partir avec le clergé catholique manitobain, lequel met tout son poids du côté des conservateurs. Sa situation matrimoniale l'empêchant à toutes fins utiles de devenir député, d'Hellencourt consacre toutes ses énergies à son rôle de publiciste libéral. Au journal, sa femme tient la page féminine sous le pseudonyme de « Louissette ». Féministe, Louissette plaide pour l'éducation des femmes. Elle remplace aussi son mari à la direction du journal lorsqu'il s'absente pour suivre les campagnes politiques.

D'Hellencourt se fait aussi le propagandiste de l'immigration au Canada. En 1901, il effectue une mission officielle en France et en Belgique. À son retour, il espère être nommé agent d'immigration à Paris, mais ça ne vient pas et son zèle ralentit. Il estime avoir bien servi le Parti libéral et il demande (sa femme aussi !) à être « rapatrié » au Québec. Finalement, après un court passage au journal *Le Temps* d'Ottawa, il devient, en 1906, rédacteur en chef du journal *Le Soleil*, le principal quotidien libéral au Québec. Il assume cette fonction avec compétence. Sous sa direction, *Le Soleil* résiste remarquablement bien aux assauts de son concurrent *L'Action catholique*, organe officieux de l'évêque de Québec. D'Hellencourt est rompu à la lutte contre les catholiques conservateurs et il manœuvre avec doigté, pour le plus grand bien du Parti libéral.

## LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

En 1920, un changement de chefs chez les libéraux amène son « transfert » en quelque sorte au quotidien montréalais *La Presse*, où il est chargé de la section « Politique étrangère ». Un peu à la manière de Sauvalle, d'Hellencourt contribue ainsi à ouvrir le lectorat québécois sur le monde. En 1928, il rentre en France et on perd sa trace. Il se serait réconcilié avec sa maman... avant de mourir en 1941.

### Conclusion

De ce panorama se dégagent quelques conclusions. Tout d'abord, on ne quitte évidemment pas la France dans le but de devenir journaliste au Québec, ce serait absurde ! On quitte pour différentes raisons et, parfois, on fuit la France : à cause d'une mauvaise conjoncture économique, par goût de l'aventure, peut-être, ou encore, à l'occasion d'un changement de régime politique, pour s'éviter la prison ou pour suivre sa dulcinée... Les motivations sont fort diverses. C'est seulement une fois sur place que ces immigrants, généralement instruits, cherchent à gagner leur vie dans la presse. Leurs carrières ont été variées et, comme pour leurs confrères canadiens-français, le journalisme a souvent servi de tremplin vers une autre profession. À plusieurs reprises, un poste de professeur est venu récompenser le travail des journalistes catholiques, tandis que les rédacteurs de journaux liés au monde politique obtenaient un poste de fonctionnaire pour leurs bons et loyaux services.

On peut remarquer aussi que plusieurs de ces immigrants sont passés par les États-Unis, l'Amérique centrale ou l'Ouest canadien avant de s'installer au Québec. Ces diverses expériences étrangères ont nourri leurs lecteurs. Si l'on pose la question de l'influence de ces journalistes sous l'angle des transferts culturels, l'apport s'avère très riche, particulièrement dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Les Sauvalle et d'Hellencourt ont certainement joué un rôle de passeurs culturels. Dans un autre registre, les journalistes d'affaires d'origine française ont transmis à leurs lecteurs francophones une expérience occidentale en économie politique, notamment le libéralisme.

En revanche, plusieurs Français ont rejoint la presse conservatrice, voire ultramontaine. Cette immigration sélective, de droite, s'explique probablement par la situation politique. Les autorités britanniques ne veulent pas de révolutionnaires français dans la colonie et l'accès est sûrement beaucoup plus facile à travers le réseau catholique. Ainsi, des années 1830 aux années 1870, à tout le moins, les journalistes d'origine française ont surtout conforté les pouvoirs colonial et clérical, qui, pourtant, n'en avaient pas vraiment besoin.

### Bibliographie

BEAULIEU, André et Jean Hamelin, dir. 1973-1990. *La presse québécoise des origines à nos jours*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval. 10 vol.

BERNARD, Jean-Paul. 1977. « Guitté, Pierre-Joseph ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

CYR, Céline. 1985. « Fenouillet, Émile de ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

De BONVILLE, Jean. 2005. « Helbronner, Jules ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

DÉSILETS, Andrée. 1982. « Achintre, Auguste ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

FAUTEUX, Aegidius. 1934. *Le duel au Canada*. Montréal : Éditions du Zodiaque.

FILOT, Ingrid. 1995. « Les immigrants français à Montréal 1850-1901. Étude des Français présents à Montréal lors du recensement de 1901 ». Mémoire de maîtrise en histoire. Université de Lyon II Lumière.

GALARNEAU, Claude. 1977. « Leblanc de Marconnay, Hyacinthe-Poirier ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

GALARNEAU, Claude. 1980. « Mesplet, Fleury ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

HARVEY, Fernand. 1978. *Révolution industrielle et travailleurs. Une enquête sur les rapports entre le capital et le travail au Québec à la fin du 19<sup>e</sup> siècle*. Montréal : Boréal Express.

LA TERREUR, Marc. 1972. « Chevalier, Henri-Émile ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

LEMIRE, Maurice et Denis Saint-Jacques dir. 1999. *La vie littéraire au Québec*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval. vol. III : 1840-1869; vol. IV : 1870-1894.

LÜSEBRINK, Hans-Jürgen. 2004. « Interculturalités américaines. La trajectoire de Paul-Marc Sauvalle, cosmopolite canadien-français ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*. vol. 7, n° 2. p. 81-99.

LES JOURNALISTES D'ORIGINE FRANÇAISE AU QUÉBEC AU XIXE SIÈCLE

PÉNISSON, Bernard. 1986. *Henri d'Hellencourt, un journaliste français au Manitoba, 1898-1905*. Saint-Boniface, Man. : Éditions du blé.

PERREAULT, Claude-Élizabeth. 1986. « Paul Marc Sauvalle, un journaliste rebelle ». *La Petite revue de philosophie*, vol. 8, n° 1 automne. p.163-189.

ROY, Fernande. 2013. « Lefebvre d'Hellencourt, Henri ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

ROY, Fernande. 2000. « Les intellectuels canadiens-français du siècle dernier : les journalistes ». Dans BRUNET Manon et Pierre Lanthier, dir. *L'inscription sociale de l'intellectuel*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval / L'Harmattan. p. 341-350.

ROY, Fernande. 1988. *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*. Montréal : Boréal.

SYLVAIN, Philippe. 1970. « Auguste-Eugène Aubry, 1819-1899 ». *Les Cahiers des Dix*, 35. p.191-223.

SYLVAIN, Philippe. 1985. « Rambau, Alfred-Xavier ». *Dictionnaire biographique du Canada*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval.

VALLÉE, Anne-Élisabeth. 2010. *Napoléon Bourassa et la vie culturelle à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle*. Montréal : Leméac.